



Independent observer
of the Global Fund

Le Conseil d'administration du Fonds mondial abordera des questions sensibles à sa réunion des 9 et 10 mai

Le Conseil d'administration ne devrait pas aborder un grand nombre de sujets requérant des décisions à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 9 et 10 mai 2018 à Skopje (Macédoine), mais certains points abordés généreront probablement d'intenses débats.

Un des sujets les plus importants à l'ordre du jour concerne le projet d'évolution des instances de coordination nationale (ICN). Quelles recommandations le Conseil d'administration adoptera-t-il ? Approuvera-t-il un financement supplémentaire pour les ICN ? De combien ? Et d'où proviendront ces fonds ? Nous avons préparé un [article séparé](#) sur ce sujet dans ce numéro.

La politique d'admissibilité révisée est tout aussi importante. Vous trouverez une indication des principaux problèmes liés à cette politique en cours de discussion dans un [article](#) du numéro 65 de l'OFM. Il s'agit notamment d'une réduction du nombre de catégories de charge de morbidité, de la disponibilité de données sur la prévalence du VIH parmi les populations clés, de l'octroi d'une deuxième allocation de financement de transition, et de modifications possibles de la règle sur les ONG et de la règle relative au G20.

À ce sujet, le Conseil d'administration devrait discuter de la démarche à adopter par le Fonds mondial concernant les pays non admissibles en crise. Cette discussion a été en partie déclenchée par la situation au Venezuela. Bien que techniquement, le Venezuela ne remplisse pas les critères d'admissibilité du Fonds mondial du fait qu'il s'agit d'un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à charge de morbidité modérée, ce pays traverse une crise sanitaire et économique effroyable. Dans un document présenté au Conseil d'administration à sa réunion de novembre 2017, le groupe des maîtres d'œuvre a appelé le Fonds mondial à « continuer d'étudier de possibles mécanismes concrets visant à appuyer les

efforts déployés face à cette crise sanitaire sans précédent, et à mettre au point une démarche plus volontariste et efficace vis-à-vis des pays en crise ». (Voir les articles de la version anglaise de l'OFM disponibles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Le Conseil d'administration devrait également approuver un cadre d'appétence au risque. Cette question a été délibérée au sein du Comité des finances et de la vérification. Ce sujet s'est avéré sensible par le passé, parce que le Fonds mondial suit une démarche de tolérance zéro face à la fraude et à la corruption, et que certains membres du Conseil d'administration ont du mal à accepter la possibilité que le Fonds adopte une politique selon laquelle il tolère un certain degré de risque.

Enfin, le Conseil d'administration devrait discuter des propositions visant à renforcer la procédure relative à la direction du Conseil d'administration. Il s'agit ici principalement de la procédure de sélection du président et du vice-président du Conseil. Le mandat de l'actuelle présidente (Aida Kurtovi?) et de l'actuel vice-président (John Simon) prend fin en mai 2019. Un document sur les options relatives à la procédure de sélection à l'avenir a été présenté à la réunion du Conseil de novembre 2017 (voir l'[article de la version anglaise de l'OFM](#)).

Cette réunion du Conseil d'administration sera la première pour le nouveau Directeur exécutif, Peter Sands.

Aidspan rendra compte des résultats de la réunion dans son prochain numéro à paraître en mai.

Remarque : On s'attend également à ce que le Conseil d'administration vote électroniquement sur la désignation des membres du Comité de la stratégie, du Comité des finances et de la vérification et du Comité d'éthique et de gouvernance, pour un mandat de deux ans qui prendra effet après la réunion de mai du Conseil.

[Read More](#)
